http://www.coe.int/tcj

COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 06/05/2013
[PC-OC\Docs 2013\PC-OC (2013)04]

PC-OC (2013) 04

COMITÉ EUROPÉEN POUR LES PROBLÈMES CRIMINELS
(CDPC)

COMITÉ D'EXPERTS
SUR LE FONCTIONNEMENT
DES CONVENTIONS EUROPÉENNES DANS LE DOMAINE PÉNAL
(PC-OC)

Projet de formulaires révisés

pour les procédures nationales relatives à la coopération internationale dans le domaine pénal

Extradition, Entraide Judiciaire, Transfèrement des Personnes Condamnées

Etat partie[1] – procédures nationales applicables à l'extradition

Les Etats parties sont priés de remplir ce tableau avec les informations nécessaires et de le retourner au Secrétariat. L'information contenue sur ce tableau fera l'objet d'une mise à jour annuelle.

L'autorité compétente chargée de l'extradition (nom de l'institution, adresse, téléphone, fax et, si possible, adresse e-mail :		
La/les langues(s) à employer :		
Les délais :		
Les documents requis :		
Types de procédures (ex. normale, simplifiée, sommaire, etc.):		
Etapes principales de la (des) procédure(s):		
La prescription pour les infractions particulières :		
La condition de double incrimination :		
Les dispositions relatives à l'extradition des nationaux :		
Arrestation provisoire (délais pour l'arrestation provisoire et la détention en attente d'extradition):	Délais maximum de détention par la police en attendant l'examen de la requête :	
	Délais pour la formulation formelle de la requête d'extradition	

[1] Veuillez préciser votre Etat

	Arrestation si la requête formelle a été reçue mais la décision est en attente	
	Arrestation si l'extradition a été décidée mais la remise est en attente	
Procédures pour affaires urgentes:		
La possibilité d'extradition simplifiée et, le cas échéant, les conditions :		
Les modes de transmission de requêtes :		
Procédures et législation :		
D'autres informations pertinentes (précisions sur les législations nationales, guides nationaux sur les procédures, liens vers des sites web nationaux, etc.) :		
[Liens utiles vers] sites internet nationaux et documents pertinents du PC-OC:		

Etat partie[2] – procédures nationales applicables à l'entraide judiciaire en matière pénale

Les Etats parties sont priés de remplir ce tableau avec les informations nécessaires et de le retourner au Secrétariat. L'information contenue sur ce tableau fera l'objet d'une mise à jour annuelle.

L'autorité compétente chargée de l'entraide judiciaire en matière pénale (nom de l'institution, adresse, téléphone, fax et, si possible, adresse e-mail) :	
Organes compétents et leurs responsabilités :	
La/les langues(s) à employer :	
Les délais :	
Les documents requis :	
La liste des actions possibles recherchées : [Formulaires / Exemples d'entraide judiciaire:]	
La condition de double incrimination, s'il y a lieu :	
La prescription pour les infractions particulières, s'il y a lieu :	
La limitation de l'utilisation de la preuve obtenue :	
Les modes de transmission :	

2 Veuillez préciser votre Etat

Procédures and legislation :	
D'autres informations pertinentes (précisions sur les législations nationales, guides nationaux sur les procédures, liens vers des sites web nationaux, etc.) :	
[Liens utiles vers] sites internet nationaux et documents pertinents du PC-OC :	

Etat partie[3] – procédures nationales pour le transfèrement des personnes condamnées

Les Etats parties sont priés de remplir ce tableau avec les informations nécessaires et de le retourner au Secrétariat. L'information contenue sur ce tableau fera l'objet d'une mise à jour annuelle.

L'autorité compétente chargée du transfèrement des personnes condamnées, nom de l'institution, adresse, téléphone, fax et, si possible, adresse e-mail) :	
La/les langues(s) à employer :	
Les délais :	
Les documents requis :	
La poursuite de l'exécution ou la conversion de la condamnation :	
La libération conditionnelle :	
Le transfèrement des malades mentaux :	
Le transfèrement des « résidents » :	
Les modes de transmission des requêtes :	
Procédures et legislation :	
D'autres informations pertinentes (précisions sur les législations nationales, guides nationaux sur les procédures, liens vers des sites web nationaux, etc.) :	

3 Veuillez préciser votre Etat

Les informations sur la Convention dans la langue officielle de l'Etat :	
[Liens utiles vers] sites internet nationaux et documents pertinents du PC-OC:	